

# Débat sur la laïcité en France: Un attrape-nigaud électoral

**RELIGION.** Le secrétaire général de l'UMP, Jean-François Copé, a présidé, mardi 5 avril, le débat sur la convention sur la laïcité en France. Un débat expédié, mais qui divise la France.

PAR AHMED ELMIDAOUÏ,  
PARIS

Après plusieurs semaines de polémique et de déchirures au sein de la classe politique française, le parti de la majorité, l'UMP a finalement expédié, en deux heures, le "grand débat" sur la laïcité et l'islam souhaité par le président Nicolas Sarkozy et critiqué par les représentants des cinq grandes religions de France (catholicisme, protestantisme, christianisme orthodoxe, judaïsme et islam). Aucun représentant du Conseil français du Culte musulman (CFCM) n'a été présent sur l'estrade aux côtés du secrétaire général de l'UMP, Jean-François Copé. Ouvrant le débat devant quelque 200 invités et autant de journalistes, réunis dans un palace parisien, M. Copé, qui voulait en finir vite pour éviter toute dérive, a d'emblée dénoncé le «déli» du Parti socialiste et la «démagogie» du Front national, plaidant pour une «troisième voie, celle de la responsabilité».

Avant d'annoncer les 26 "propositions de l'UMP pour mieux vivre ensemble", qui s'articulent, selon lui, sur trois axes: «réaffirmer le principe de laïcité» au sein du



CREDIT PHOTO: AFP



**L'avis de Jean-François Copé,** secrétaire général de l'UMP.

«Certaines clarifications que nous proposons aujourd'hui sont rendues nécessaires par le développement de l'islam qui est postérieur à la loi de 1905».

service public, «garantir la liberté religieuse» dans la sphère privée et mettre en place, à terme, un «Code de la laïcité». Dans le service public, la "réaffirmation" du principe de laïcité passe pour le parti majoritaire par «l'interdiction faite à quiconque de se prévaloir de ses croyances religieuses pour s'affranchir des règles communes» entre l'administration et les particuliers. Une proposition qui fait écho à des exemples cités par des membres de l'UMP, comme ceux des patientes musulmanes qui refuseraient d'être soignées par un médecin homme.

## Des français stigmatisés

L'UMP souhaite un «enseignement relatif au principe de laïcité», où la loi doit interdire de se «soustraire au programme scolaire obligatoire». Le parti présidentiel vise particulièrement les cours de sport, où des élèves pourraient arguer de leur pratique religieuse pour refuser de

se dénuder partiellement, notamment lors de cours de natation.

Pour ce qui de la sphère privée, l'UMP émet treize propositions pour «garantir la liberté religieuse». Les entreprises devraient pouvoir «pour des raisons précises», intégrer dans leur règlement intérieur des dispositions relatives au port de tenues et signes religieux.

De même, en vertu d'une exigence de transparence financière, l'UMP a insisté sur le fait que les fonds étrangers destinés à la construction et l'entretien de lieux de culte doivent transiter obligatoirement par une fondation nationale.

Réagissant à ces 26 propositions, le Parti socialiste a estimé que «le déshonneur» a été «complet» pour l'UMP à l'issue de ce débat. «Des Français stigmatisés (...) pour leur religion, (...) les idées du Front National légitimés, tout ça pour 26 propositions improvisées», résume-t-il. ■